

CHAPITRE 1. INTERET GENERAL ET ACCROISSEMENT DES RICHESSES

MANDEVILLE ET SMITH

On accuse volontiers l'économie et les économistes d'avoir inventé et imposé une économie productiviste qui domine la politique et interdit de décider des seules mesures qui préserveraient la Terre qui nous abrite et pourvoit à l'entretien de nos vies. Il ne s'agit ici ni d'accuser ni de défendre la pensée économique. On ne discutera pas même les auteurs principaux de l'économie politique et de sa critique. Le propos est plus restreint. Comment penser ces questions avec des outils conceptuels minimaux, ceux que nous trouvons dans *La Fable des Abeilles* (1705) de Bernard de Mandeville et dans la *Théorie des Sentiments Moraux* (1759) d'Adam Smith¹ ? Ces outils conceptuels précèdent l'analyse du capitalisme. On est à l'orée de la pensée économique. Pourtant, dès ce moment-là, ces auteurs donnent à penser, à discuter, à contester, ce que peuvent être le rôle de la production et des intérêts individuels dans une société.

1. La fable des abeilles ou les Fripons devenus honnêtes gens²

Mandeville est l'un des premiers à formuler une idée essentielle du libéralisme économique : l'harmonie des intérêts. Les intérêts des agents – qui sont pour Mandeville des vices privés – produisent le bien public dont il ne faut pas entraver la réalisation. La première entrave, nuisible au bien public, consisterait à moraliser les actions économiques.

La fable s'organise en trois parties. Les deux premières décrivent la vie d'une ruche peuplée d'abeilles vicieuses puis vertueuses, la troisième expose les conséquences qu'il faut tirer de cette comparaison sur la vertu et l'économie. Dans la ruche d'abord décrite dans la première partie, l'activité, animée essentiellement par la vanité des riches, entretient une importante industrie – au sens ancien de production, qui inclut aussi bien les productions agricoles et artisanales que les services – et s'accompagne d'importantes inégalités. La friponnerie y règne, et pas seulement chez les voleurs : les avocats plaident pour s'enrichir plutôt qu'au service de la vérité, au besoin en la travestissant ; les médecins sont davantage attachés à leur réputation qu'à soigner les malades ; les soldats, couards, fuient l'ennemi ; les rois sont mal servis par leurs domestiques et trompés par leurs courtisans ; les magistrats eux-mêmes sont corrompus. Les pauvres travaillent à satisfaire les caprices des riches, nés de leur vanité : « Le luxe fastueux occupait des millions de pauvres. La vanité, cette passion si détestée, donnait de l'occupation à un plus grand nombre encore. L'envie même et l'amour-propre, ministres de l'industrie, faisaient fleurir les arts et le commerce ».

La société pourtant bénéficie de ces vices puisque la friponnerie mêlée à la vanité produit une richesse qui profite à tous : « C'est ainsi que le vice produisant la ruse, et que la ruse se joignant à l'industrie, on vit peu

¹ C'est-à-dire dans les réflexions de Smith qui précèdent son analyse économique, celle qu'expose la *Richesse des Nations* (1776).

² Le texte de la Fable des Abeilles est librement accessible sur le site de la BNF, Gallica.
<http://expositions.bnf.fr/utopie/cabinets/extra/textes/constit/1/18/2.htm>

à peu la ruche abonder de toutes les commodités de la vie. Les plaisirs réels, les douceurs de la vie, l'aise et le repos étaient devenus des biens si communs que les pauvres mêmes vivaient plus agréablement alors que les riches ne le faisaient auparavant. On ne pouvait rien ajouter au bonheur de cette société ».

On retrouvera dans la *Richesse des Nations* d'A. Smith cette idée essentielle au libéralisme économique, selon laquelle le plus pauvre d'une société industrielle jouit de plus de richesses que le plus riche d'une société pauvre.

« Chez les nations sauvages qui vivent de la chasse et de la pêche, tout individu en état de travailler est plus ou moins occupé à un travail utile, et tâche de pourvoir, du mieux qu'il peut, à ses besoins et à ceux des individus de sa famille ou de sa tribu qui sont trop jeunes, trop vieux ou trop infirmes pour aller à la chasse ou à la pêche. Ces nations sont cependant dans un état de pauvreté suffisant pour les réduire souvent, ou du moins pour qu'elles se croient réduites, à la nécessité tantôt de détruire elles-mêmes leurs enfants, leurs vieillards et leurs malades, tantôt de les abandonner aux horreurs de la faim ou à la dent des bêtes féroces. Au contraire, chez les nations civilisées et en progrès, quoiqu'il y ait un grand nombre de gens tout à fait oisifs et beaucoup d'entre eux qui consomment un produit de travail décuple et souvent centuple de ce que consomme la plus grande partie des travailleurs, cependant la somme du produit du travail de la société est si grande, que tout le monde y est souvent pourvu avec abondance, et que l'ouvrier, même de la classe la plus basse et la plus pauvre, s'il est sobre et laborieux, peut jouir, en choses propres aux besoins et aux aisances de la vie, d'une part bien plus grande que celle qu'aucun sauvage pourrait jamais se procurer »³ (p.).

Le but de l'économiste est d'enrichir chacun et pas seulement le Prince ou les riches. Ce but est mieux atteint dans les nations inégalitaires. C'est un paradoxe dont il faudra établir les causes.

La deuxième partie de la fable de Mandeville débute par une réforme morale des abeilles qui prennent conscience de leur immoralité, s'en effrayent et renoncent à la friponnerie et aux dépenses dictées par leur vanité. Elles choisissent une sobriété heureuse qui évite le luxe, les vaines dépenses, les subordonnés inutiles, et vivent dans la simplicité et la modération. Les avocats, guichetiers, serruriers, gardiens de prison, qui vivaient de la malhonnêteté d'autrui, se trouvent sans travail. La demande des biens de luxe, motivée par la vanité, chute, et ceux qui travaillaient à la satisfaire cherchent, vainement, un autre emploi. Les métiers d'arts motivés par la recherche de grandeur, en premier lieu l'architecture, sont négligés, leurs prix chutent et l'activité périclité. Les courtisans quittent la ruche. La démographie s'effondre. La ruche est attaquée par l'étranger. Moins peuplée, mal défendue, mal équipée, elle accuse des pertes importantes. Les survivantes, « voulant se garantir de toute rechute [vers le vice], s'envolèrent dans le sombre creux d'un arbre où il ne leur reste de leur ancienne félicité que le Contentement et l'Honnêteté ».

La troisième partie conclut de cette comparaison que la prospérité économique ne peut coexister avec la morale. « Quittez donc vos plaintes, mortels insensés ! En vain vous cherchez à associer la grandeur d'une

³ Adam Smith (1776), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduction française de Germain Garnier, 1881, Garnier-Flammarion, p.5.

Nation avec la probité. Il n'y a que des fous qui puissent se flatter de jouir des agréments et des convenances de la terre, d'être renommés dans la guerre, de vivre bien à son aise et d'être en même temps vertueux. Abandonnez ces vaines chimères. Il faut que la fraude, le luxe et la vanité subsistent, si nous voulons en retirer les doux fruits (...). Le vice est aussi nécessaire dans un Etat florissant que la faim est nécessaire pour nous obliger à manger. (...) Pour faire revivre l'heureux Siècle d'Or, il faut absolument outre l'honnêteté reprendre le gland qui servait de nourriture à nos premiers pères ».

La bien public pour Mandeville s'identifie à la plus grande production et repose sur la demande de biens de luxe. L'égoïsme vaniteux des riches participe paradoxalement à la réalisation du bien-être général. La vertu, entendue comme sobriété ou modération des besoins, entraîne l'oisiveté, qui n'est pas ici mère de tous les vices mais mère de la pauvreté et de la faiblesse du royaume. La prospérité économique, qui garantit l'emploi et la subsistance des pauvres, ne peut s'accompagner de la vertu privée et de la renonciation aux plaisirs du luxe. Entre le bien public, économique, et la vertu privée, il faut choisir. S'il y a harmonie des intérêts, c'est parce que les intérêts privés concourent, paradoxalement, à la réalisation d'un bien public que nul ne désire.